

## SÉNÉGAL

Macky Sall déchu : départ d'un pilier de la FrancAfrique, mais quel changement réel ?

page 5

## DOSSIER

Salaires, chômage : nous devons nous battre pour un plan d'urgence pour les travailleurs !

page 6

## TRAVAIL SOCIAL

Les salariés du secteur social et médico-social seront en grève le jeudi 4 avril

page 8 ou 9

## NPA JEUNES

Les élèves en apprentissage... de la lutte

page 12

# RÉVOLUTIONNAIRES

12 • 4 AVRIL 2024 • 2€ • LE JOURNAL DU NPA POUR UN PARTI DES TRAVAILLEURS ET TRAVAILLEUSES, COMMUNISTE ET INTERNATIONALISTE



POUR UN MONDE

SANS FRONTIÈRES

NI PATRONS

URGENCE  
RÉVOLUTION!

CAMPAGNE EUROPÉENNES 2024

SELMA LABIB

CONDUCTRICE DE BUS

GAËL QUIRANTE

POSTIER



nouveaupartianticapitaliste.fr

## ÉDITORIAL

### Faisons payer les capitalistes, pas les chômeurs !

Sous prétexte de déficit de l'État, suite à la multiplication des subventions au patronat et au gonflement du budget militaire, Gabriel Attal vient d'annoncer la guerre aux chômeurs. Au programme : réduction de la durée d'indemnisation du chômage, allongement de la durée de la période travaillée pour avoir droit aux allocations, baisse du montant de celles-ci. Attal confond volontairement le budget de l'État et celui de la Sécurité sociale ! Mais son seul but est une nouvelle attaque contre les plus précaires d'entre nous, en espérant qu'il leur sera plus difficile de réagir. En attaquant les plus précaires, le gouvernement cherche à faire pression sur tous les travailleurs et travailleuses, avec ou sans emploi, pour augmenter toujours plus leur exploitation.

Le projet est de réduire de 18 à 12 mois la durée de l'indemnisation ; elle avait déjà été réduite de 24 mois à 18 en février 2023. S'y ajouterait l'augmentation du nombre de mois travaillés pour ouvrir droit à une allocation : il avait déjà été porté à six mois de travail sur deux ans, il s'agirait d'en demander huit. Le montant des allocations serait diminué, en changeant son mode de calcul et les rendant fortement dégressives : avec les réformes précédentes elles ont déjà baissé en moyenne de 16 % (et jusqu'à 50 % pour une partie des chômeurs). Et seuls 36 % des demandeurs d'emploi inscrits touchent une allocation.

SUITE PAGE 2 >>



SITE WEB : [www.nouveaupartianticapitaliste.fr](http://www.nouveaupartianticapitaliste.fr)

YOUTUBE : @Revolutionnaires\_journal

INSTAGRAM : @selma\_labib et @gaelquirante

Éditorial : Faisons payer les capitalistes, pas les chômeurs !  
Combattre les accords de « libre-échange » ou le capitalisme ?  
Logement : fin de la trêve hivernale, la chasse aux pauvres est ouverte !  
Le gouvernement agresse les chômeurs et l'ensemble des travailleurs  
Soutien aux deux militants CGT poursuivis pour crime de solidarité avec les Palestiniens

Algérie : Une présidentielle anticipée dans un contexte d'inflation et de durcissement autoritaire  
Qui stoppera la folie guerrière de l'État d'Israël ?  
Russie : plus le mensonge est gros !  
Sénégal Macky Sall déchu : départ d'un pilier de la Françafrique, mais quel changement réel ?

**SALAIRES, CHÔMAGE : FACE À LA GUERRE QUE NOUS MÈNENT GOUVERNEMENT ET CAPITALISTES, NOUS DEVRONS NOUS BATTRE POUR UN PLAN D'URGENCE POUR LES TRAVAILLEURS !**  
Augmenter les salaires tout de suite !  
Pour en finir avec le chômage, interdisions les licenciements, répar-tissons le travail entre toutes et tous !

Stellantis : ces « relocalisations » qui n'ont jamais créé le moindre emploi !  
Les fausses bonnes idées  
Coordination et convergence des luttes : les directions syndicales aux abonnés absents  
Ce qu'il nous faut

Quand Renault se gave en nourrissant la dette publique  
On s'échauffe avant les JO à la RATP  
Les salariés d'Auchan en grève pour les salaires  
Les salariés du privé et du public et les étudiants et étudiantes du secteur social et médico-social seront en grève le jeudi 4 avril

Marche blanche pour Wany à La Courneuve (93)  
Éducation nationale : le « choc des savoirs » ne passe toujours pas  
Hôpital de Villeneuve-Saint-Georges : un plan de licenciements qui ne dit pas son nom

Affluence exceptionnelle au meeting du NPA le 23 mars : l'internationalisme en pratique !  
Une liste NPA aux élections européennes pour affirmer la nécessité d'un pôle des révolutionnaires  
Fête du NPA à Lyon : un beau premier succès !  
À Rouen : un meeting réussi et enthousiasmant

**NPA JEUNES** p.12  
Élections étudiantes à Nanterre : recul cuisant pour l'UNI, organisation d'extrême droite ; victoire pour le syndicalisme combatif de l'Unef Nanterre !  
Les élèves en apprentissage... de la lutte

## »» SUITE DE L'ÉDITORIAL

Car on en est déjà à la troisième réforme sous Emmanuel Macron. Lors de la dernière, de février 2023, Macron avait annoncé que, si on réduisait les allocations chômage, c'était parce qu'il y avait plus d'offres d'embauche, que les chômeurs n'avaient qu'à accepter, mais qu'on pourrait assouplir les règles si le taux de chômage augmentait. Aujourd'hui, il dit le contraire : c'est parce que le chômage augmente qu'il faut obliger les chômeurs à travailler pour une bouchée de pain. On a bien déjà imposé aux bénéficiaires du RSA des heures de boulot quasi gratuit. C'est déjà à 6,7 milliards par an que sont chiffrées les économies que les réformes précédentes permettent. Et, on en voudrait plus. Sur le dos des chômeurs et sur le dos des salariés tout court, puisqu'il s'agit de faire accepter n'importe quel travail à n'importe quel prix. Et c'est aussi aux malades que le gouvernement veut s'en prendre en parlant d'augmenter le nombre de jours de carence en début d'arrêt maladie.

Car cette réforme de l'assurance chômage s'inscrit dans la guerre sociale que mène le gouvernement : c'est aussi sur les budgets de l'école et des hôpitaux que Bruno Le Maire a annoncé qu'il entendait récupérer les 10 ou 18 milliards qui lui manqueraient. Déjà, c'est dans les réserves que lui fournissent les livrets de caisse d'épargne (les économies mises de côté par les petites gens), jusque-là en grande partie destinées à financer la construction de logements sociaux, qu'on va puiser pour financer les faramineuses commandes aux marchands de canons. Une annonce d'autant plus révoltante que cette semaine, avec la fin de la trêve hivernale, vont reprendre les expulsions des locataires qui n'ont pas pu payer leur loyer, qu'il y a 330 000 sans-abris, 2,4 millions de demandes de HLM en attente.

Pour leur faire ravalier ces projets, il faudra s'y mettre toutes et tous ensemble. Dans différents secteurs, les réactions se multiplient : enseignants, contre ce « choc des savoirs » qui veut organiser le tri social des élèves et aggraver les conditions d'enseignement dans les collèges et lycées des quartiers populaires. Mais aussi dans d'autres secteurs sur les salaires, comme les débrayages vendredi dernier de plus de 3 000 salariés dans quelque 150 grandes surfaces Auchan, applaudis par les clients qui les voyaient défilier avec pancartes dans les allées.

Des réactions pour l'instant en ordre dispersé, mais qui ne demandent qu'à devenir mouvement d'ensemble pour mettre un coup d'arrêt à cette offensive générale du patronat et du gouvernement contre nous.

• 01/04/2024

# Combattre les accords de « libre-échange » ou le capitalisme ?

Le 21 mars le Sénat a voté contre la ratification du Ceta, un accord commercial entre l'Union européenne et le Canada. Fruit de décennies de négociations secrètes entre exploiters capitalistes de tous les secteurs, public comme privé, gouvernements et institutions internationales, cet accord de libre-échange qui diminue les droits de douane est appliqué depuis 2017. Si le gouvernement est parvenu à le faire adopter de justesse et a posteriori par l'Assemblée nationale en 2019, il ne l'avait pas transmis au Sénat faute de majorité. C'est le PCF qui a profité d'une niche parlementaire pour le soumettre au vote de la chambre haute, obtenant son rejet grâce aux voix de la droite et de l'extrême droite. Ce coup politique a lancé la campagne européenne de son jeune candidat, Léon Deffontaines, la situant sur le terrain du nationalisme, à l'opposé de la défense des intérêts des travailleurs.

## ACCORDS ENTRE RENARDS LIBRES DANS LE POULAILLER LIBRE

Le Ceta est un accord commercial régional comme il en existe des dizaines, typique de la phase de mondialisation financière ouverte dans les années 1990. Il régleme le commerce international de biens et de services, est révélateur de la forme que prend ce dernier, que ses partisans comme ses opposants appellent à tort le libre-échange. Le Ceta est un texte de 2 344 pages de règlements contraignants qui prévoit des tribunaux spéciaux pour faire respecter ses clauses : on est loin de la « main invisible du marché ». Le capitalisme, ce n'est pas la concurrence libre et non faussée, mais le rapport de force à tous les échelons, d'abord contre les travailleurs pour augmenter au maximum le taux d'exploitation, et aussi entre grands groupes multinationaux appuyés sur leurs États respectifs.

Ces accords sont négociés dans le plus grand secret et adoptés dans le dos des peuples : le capitalisme déteste la transparence. Mais ils sont avant tout la traduction d'un rapport de force dans les batailles commerciales. Quand les patrons français ou leurs représentants souhaitent renégocier un accord qu'ils jugent trop défavorable, ils sont dans leur rôle. Mais quand c'est la tête de liste du PCF aux Européennes qui lance sa campagne en s'opposant au Ceta avec de tels arguments, c'est une diversion nationaliste : « *Le vin et les fromages français ont une renommée internationale, il n'y a pas besoin d'accords de libre-échange pour les exporter. Les Canadiens auraient du mal à s'en passer. En revanche, on peut complètement se passer du bœuf canadien...* »

## « DÉFENDRE LE MONDE DU TRAVAIL » OU LA « SOUVERAINÉTÉ DE LA FRANCE », IL FAUT CHOISIR !

Toute la gauche institutionnelle a applaudi l'initiative du PCF : Verts, PS et FI ont chacun tenu à se présenter comme les meilleurs opposants au « libre-échange ». C'est à qui sera le meilleur défenseur de la « souveraineté » dans ce scrutin européen qu'ils envisagent comme des primaires pour les présidentielles de 2027. Une concurrence entre nains électoraux qui tirent les marrons du feu pour l'extrême droite en situant les débats sur son terrain nationaliste.

Tant pis si derrière cette démagogie souverainiste se cachent de purs mensonges. Huit ans après sa mise en application, le Ceta a profité bien plus aux exportations des patrons européens (y compris français) qu'aux importations canadiennes. Le commerce avec le petit mais vaste Canada n'est pas le cœur du sujet ! Tant pis si, au nom de la protection des travailleurs, le nationalisme économique se résume à des subventions sans aucune contrepartie au grand capital : en Italie, Giorgia Meloni a versé 950 millions d'euros aux actionnaires de Stellantis cette année. Macron, le président des patrons, n'aurait pas fait mieux ! C'est la politique du grand patronat, quel que soit son parti, de cultiver les différences nationales pour mieux mettre en concurrence les travailleurs des différents pays !

Les travailleurs n'ont pas à épouser les rivalités de leurs patrons, pas à se battre pour des marchés, mais à se coordonner à l'échelle internationale et lutter ensemble pour de meilleurs salaires et conditions de travail, et pour une tout autre société, communiste, où ceux et celles qui produisent toutes les richesses seraient celles et ceux qui décident.

PAR RAPHAËL PRESTON • 02/04/2024

RÉVOLUTIONNAIRES

NUMÉRO 12 • AVRIL 2024 • 2 EUROS  
ÉDITÉ PAR « LES AMIS DE RÉVOLUTIONNAIRES - JOURNAL DU NPA »  
ASSOCIATION LOI DE 1901.  
ADRESSE : BP60008 IVRY 94201 CEDEX  
BUREAU DE L'ASSOCIATION : MARIE-HÉLÈNE DUVERGER, AURÉLIEN GAUTREAU, CLAUDE ROUSSET  
DIRECTEUR DE PUBLICATION ET RESPONSABLE DE RÉDACTION AURÉLIEN GAUTREAU  
CPPAP 0525 P 11528  
NUMÉRO ISSN 2970-6548  
TIRAGE 5 000 EXEMPLAIRES  
IMPRESSION POP - PARIS OFFSET PRINT  
30, RUE RASPAIL, 93120 LA COURNEUVE  
TÉL. : 01 49 63 66 66

# ABONNEZ-VOUS

POUR 12 NUMÉROS ..... 24€  
..... OU 30€ PRIX DE SOUTIEN

PAR VIREMENT Envoyez un mail à [abonnement@nouveau-partianticapitaliste.fr](mailto:abonnement@nouveau-partianticapitaliste.fr)

PAR CHÈQUE À l'ordre : "Les Amis de Révolutionnaires - Journal du NPA"  
ADRESSE : LES AMIS DE RÉVOLUTIONNAIRES - JOURNAL DU NPA BP60008 IVRY 94201 CEDEX

# CONTACTEZ-NOUS

[courrier.des.lecteurs@nouveau-partianticapitaliste.fr](mailto:courrier.des.lecteurs@nouveau-partianticapitaliste.fr)

# Logement : fin de la trêve hivernale, la chasse aux pauvres est ouverte !

Comme tous les ans, le 31 mars signe la fin de la « trêve hivernale » : les propriétaires peuvent jeter à la rue leurs locataires qui ne parviennent plus à payer leur loyer. Plusieurs manifestations ont été organisées les 30 mars et 1<sup>er</sup> avril dans de nombreuses villes par le DAL (Droit au logement) et autres associations pour protester contre le manque de logements sociaux et mobiliser contre les expulsions qui risquent de se multiplier dans les prochaines semaines.

Cette année, 140 000 personnes sont menacées d'expulsion et, alors que les mises à exécution s'accroissent chaque année, celle-ci ne fera sans doute pas exception, entre la flambée des prix et la loi dite « anti-squat » adoptée en juillet dernier, qui facilite et accélère les procédures d'expulsion pour loyers impayés. Une nouvelle vague de personnes et de familles risque donc de rejoindre les 330 000 personnes sans domicile actuellement dénombrées en France, soit plus de deux fois plus qu'il y a dix ans.

S'y ajoute l'avidité de propriétaires alléchés par la flambée des prix de la location de courte durée en région parisienne à l'occasion des Jeux olympiques.

## LE LOGEMENT, UN BIEN DE LUXE

À la flambée des loyers, il faut ajouter celle de l'électricité et du gaz. En 2017 déjà, les ménages parmi les 25 % les plus pauvres devaient consacrer en moyenne 45 % de leurs revenus pour se loger dans le parc privé. C'est davantage aujourd'hui. Même dans

le logement social l'effort représente encore le quart du revenu pour les ménages, et 29 % pour le quart le plus pauvre. Encore faut-il pouvoir accéder aux HLM, alors que 2,4 millions de demandes sont en attente, dont 93 000 jugées prioritaires au titre du « droit au logement opposable », une loi censée obliger l'État à garantir un logement à ces familles. Il y a pourtant 3,1 millions de logements vacants.

## LE LOGEMENT SOCIAL REMPLACÉ PAR « L'INTERMÉDIAIRE »

La loi SRU de 2000 obligeait les communes des grandes agglomérations à disposer de 25 % de logements HLM ; le chiffre est déjà insuffisant, mais nombre de communes ne le respectent même pas.

L'État poursuit son désengagement : le gouvernement vient de décider de consacrer à la relance de l'industrie d'armement une partie des ressources du livret A, qui servait en théorie à financer les HLM.

Pour donner le change, il parle d'appuyer le logement « intermédiaire », des logements loués entre 10 % et 15 % moins cher que dans le secteur privé, mais plus cher que des HLM. Ils ne se substitueront pas au privé... mais bien aux HLM, et Attal annonce qu'ils seront

comptabilisés dans l'obligation de 25 % de logements sociaux. Cette aide au logement « intermédiaire » pourra aussi consister à vendre à prix raisonnable une partie du parc social de la ville...

## LES LOGEMENTS INSALUBRES À L'HONNEUR

Mais il faut penser aux pauvres. Comment les loger ? Un décret datant du 2 juillet dernier autorise la location de « logements » jugés jusque-là indignes. La hauteur sous plafond pourra ainsi descendre jusqu'à 1,80 m au lieu de 2,20 m, à la seule condition que le volume soit d'au moins 20 m<sup>3</sup>... (soit 3 m sur 3,6 m au sol). Le logement ne doit plus obligatoirement inclure une pièce d'eau, avec pour seule obligation une fenêtre dans une des pièces, qui permette d'y lire par temps clair et en pleine journée sans allumer la lampe. Mais il faut bien que les loueurs de caves fassent du fric et les gouvernants pourront ensuite donner des chiffres de « nouveaux » logements en hausse.

PAR OLIVIER BELIN ET MAURICE SPIRZ  
• 02/04/2024

# LE GOUVERNEMENT AGRESSE LES CHÔMEURS ET L'ENSEMBLE DES TRAVAILLEURS

Les déclarations d'Attal, le 27 mars, sont une violente attaque contre les chômeurs et le monde du travail en général. Notre éditorial énumère le contenu des reculs qu'Attal voudrait bien voir entériner rapidement, après pseudo-négociations entre « partenaires sociaux », et faire entrer en vigueur dès septembre. Ces annonces viennent après deux contre-réformes majeures de l'assurance-chômage visant à baisser les droits.

## UN PROJET DE SUPPRESSION DE L'ASSURANCE-CHÔMAGE

Créée en 1958, pour assurer prétendument une protection aux travailleurs, l'assurance-chômage, grâce à ses récentes modulations, sert d'outil pour faire accepter des boulots mal payés et aux conditions de travail dégradées.

Le taux de remplacement de 57 % considéré comme le taux habituel ne donne pas une idée réelle du montant de son allocation à partir du moment où la période de référence, celle pendant laquelle il faut avoir travaillé pour avoir des droits, est allongée et surtout où les périodes non travaillées sont prises en compte dans le calcul. Un des aspects significatifs des réformes depuis 2019 est la complexification volontaire de la réglementation.

Par étapes depuis 2018, le démantèlement est en cours : suppression de la part dite salariale des cotisations (remplacée par la CSG) en 2018, modification radicale du mode de calcul de l'allocation en 2021 afin de déconnecter le calcul du nombre de jours travaillés.

## DÉSIGNER LES CHÔMEURS COMME RESPONSABLES

En plus le gouvernement veut tripler (rien que ça !) le nombre de contrôles sur la recherche d'emploi. Objectif : 1,5 million de contrôles en 2027, assurés par des plateformes spécifiques regroupant en tout 600 agents. Ils ont lieu suite à requêtes, ou « signalement » des agences, ou alertes automatiques. Comme la police et la justice, les agents en question devront « sanctionner un comportement général du demandeur d'emploi identifié par un faisceau d'indices »...

## RSA CONTRE 15 À 20 HEURES D'ACTIVITÉ, UNE MISE AU TRAVAIL FORCÉE

D'abord expérimenté dans 18 départements, ce dispositif va être généralisé au 1<sup>er</sup> janvier 2025. L'idée est toujours la même : culpabiliser les chômeurs, les contraindre à accepter n'importe quoi. Par exemple, sous couvert d'ateliers de « savoir-être et de remobilisation », on vous envoie au taf : en guise d'atelier, le poste de mise en rayon jardinage d'un salarié, payé 607,75 euros le mois (le montant du RSA). Question de redonner le goût au travail ? Au passage, à noter que le département du Pas-de-Calais (dirigé par le PS et le PCF) s'est porté volontaire pour ce dispositif et que le Conseil départemental de l'Allier (dirigé par la droite) avait voté en sa faveur en 2020, avec les voix du PS et du PCF.

Le moins que l'on puisse dire, c'est qu'à part faire des communiqués de dénonciation, rien n'est proposé. Sophie Binet suggère même au gouvernement de consulter des « psychologues »... FO ou CFDT signent des conventions assurance-chômage, entérinant des baisses de droits.

*L'idée est toujours la même : culpabiliser les chômeurs, les contraindre à accepter n'importe quoi.*

Dans le Programme de transition, Trotski parlait à juste titre du fait que « Les syndicats et les autres organisations de masse doivent lier ceux qui ont du travail et ceux qui n'en ont pas par les engagements mutuels de la solidarité. » Toujours est-il qu'aujourd'hui, à l'agence France travail du boulevard Ney (à Paris 18<sup>e</sup>), une grève a démarré dans laquelle se solidarisent « les deux côtés du guichet » ! Annonceur ?

PAR LUCAS DUVAL • 02/04/2024



Lire notre article complet du 2 avril, sur notre site : [nouveaupartianticapitaliste.fr/gouv-chomeurs](http://nouveaupartianticapitaliste.fr/gouv-chomeurs)

# Soutien aux deux militants CGT poursuivis pour crime de solidarité avec les Palestiniens

Le secrétaire général et l'assistance administrative de l'Union départementale CGT du Nord ont comparu devant le tribunal correctionnel de Lille pour « apologie du terrorisme ». En octobre dernier, dans la foulée de l'attaque du Hamas en Israël et aux premiers jours des bombardements de Tsahal sur Gaza, l'Union départementale avait publié un tract de soutien à la cause palestinienne dans sa lutte « contre l'État colonial d'Israël » et estimait que les massacres commis par le Hamas le 7 octobre avaient pour toile de fond « les horreurs de l'occupation illégale [qui] se sont accumulées » en Palestine depuis 75 ans. La police, puis la justice, ont considéré que « le tract avait une forme d'apologie du terrorisme et d'appel à la haine ». D'où les poursuites engagées qui se placent dans la droite ligne de la politique de criminalisation des pouvoirs publics contre toutes celles et ceux qui soutiennent les Palestiniens.

Selon le ministre de la Justice, plus de 600 procédures judiciaires similaires ont été lancées contre des associations, des partis ou de simples militants depuis le début de la guerre à Gaza. Selon la CGT, plus de 1000 militants ouvriers sont poursuivis sous divers prétextes depuis la bataille des retraites il y a un an. La répression ne fera taire ni les luttes, ni la solidarité internationale.

# QUI STOPPERA LA FOLIE GUERRIÈRE DE L'ÉTAT D'ISRAËL ?

Une scène d'horreur de plus : des centaines de cadavres dans les décombres du plus grand hôpital de Gaza, Al-Shifa, après l'évacuation des troupes israéliennes. Impossible de nier la dimension génocidaire de la sale guerre d'Israël contre Gaza.

On peut facilement imaginer ce qui se passerait si des combattants palestiniens se livraient aux mêmes atrocités que les soldats israéliens, ou s'ils paradaient eux aussi avec les sous-vêtements de femmes, leurs victimes, en guise de butin de guerre : ils deviendraient aux yeux de la presse officielle le symbole mondial de la barbarie.

Mais les grandes puissances soutiennent militairement et financièrement l'État d'Israël. Les États-Unis en tête. Si ces derniers expriment un peu leur crainte que l'escalade ne déstabilise les régimes voisins (celui du maréchal Sissi en Égypte notamment), ils poursuivent leur soutien inconditionnel et leurs livraisons d'armes. De même que la France, dont le ministre de la Défense vient de reconnaître avoir, dès octobre 2023, livré à Israël au moins 100 000 pièces de cartouches pour fusils mitrailleurs. Sans ces soutiens, il serait impossible pour Israël de mener sa politique.

Le sentiment d'impunité mène Netanyahu à aller de plus en plus loin : le bombardement de l'ambassade d'Iran à Damas constitue une grave provocation qui s'ajoute aux frappes qui ont déjà touché le Liban. Mais les régimes iranien et arabes de la région n'ont ni la capacité ni la volonté de s'opposer réellement à l'État d'Israël, eux qui gouvernent sur le dos de leur propre population.

L'escalade meurtrière commence à susciter quelques réactions en Israël où, à deux reprises, des milliers de manifestants se sont rassemblés pour demander la démission de Netanyahu. Pour l'heure, les manifestants lui reprochent surtout une politique qui sacrifie les possibilités de libération des otages israéliens. Les militants qui, en Israël, ont tenté ces dernières années et tentent encore de défendre les droits des Palestiniens et de lutter contre l'extension des colonisations, restent très isolés.

Ceux qui ont la capacité de s'opposer à l'offensive génocidaire, ce sont les travailleurs et les travailleuses de Palestine, du Moyen-Orient, mais aussi ceux du cœur même des grandes puissances. Plus le mouvement de protestation sera massif, plus il deviendra difficile voire impossible aux Biden et Macron de continuer à soutenir Israël et sa sale guerre. Voilà pourquoi continuer à manifester est décisif, comme beaucoup le font dans le monde et nous ici en France.

« Ceux qui ont la capacité de s'opposer à l'offensive génocidaire, ce sont les travailleurs et les travailleuses de Palestine, du Moyen-Orient, mais aussi ceux du cœur même des grandes puissances. »

PAR XAVIER CHIARELLI • 02/04/2024

## ALGÉRIE

# Une présidentielle anticipée dans un contexte d'inflation et de durcissement autoritaire

L'élection présidentielle qui devait se tenir en décembre de cette année est, à la surprise générale, avancée à septembre. Lors de son entretien télévisé du 30 mars, le président Tebboune a invoqué « des raisons purement techniques ». Quoiqu'il en soit, le choix de la date est fait pour ajouter une difficulté supplémentaire à celles déjà nombreuses pour mener une campagne politique en plein mois d'août : mois de canicule, d'incendies, de coupures d'eau et aussi de vacances.

### UNE ÉLECTION VERROUILLÉE PAR DES RÈGLES DU JEU DÉLOYALES

Un autre obstacle structurel demeure, qui est celui du musellement des libertés qui empêche de mener des activités militantes dans la rue, les quartiers, les entreprises... Le droit de manifester n'existe plus, il obéit encore à la loi du rapport de force, idem pour le droit de se syndiquer ou de créer un parti. Comment contrer le discours et la propagande du pouvoir quand on ne peut pas librement s'exprimer, manifester, faire grève et s'organiser ? Alors que le président et ses ministres squattent télé et journaux et déploient leur programme. L'accès aux médias

publics, payés pourtant par les contribuables et censés s'ouvrir à tous les courants politiques, est interdit à l'exception de certaines courtes périodes d'ouverture, et les médias privés font dans la promotion de l'opposition libérale quand ils ne s'alignent pas sur le discours du pouvoir.

Les règles du jeu sont tellement déloyales et antidémocratiques que la crédibilité de l'élection est largement entachée. Ce qui explique que les masses boudent les différents scrutins qui connaissent des taux d'abstention de plus en plus importants et ne suscitent d'ailleurs ni enthousiasme ni illusions. Les élus sont perçus comme des représen-

tants d'institutions qui ne se soucient pas des problèmes quotidiens des classes populaires : les fins de mois difficiles, le chômage et, surtout, l'inflation qui préoccupe l'écrasante majorité de la population.

### UNE INFLATION GALOPANTE, MAIS DES RÉSISTANCES

Officiellement, le taux d'inflation serait de 8 %. Mais fruits, légumes et œufs ont vu leur prix doubler. Les familles aux bourses modestes ont renoncé depuis longtemps à consommer de la viande hors de prix et se sont rabattues sur les œufs et le lait comme produits de substitution. Un plateau d'œufs, qui coûtait 300 dinars algériens (DA) en 2019 est passé à 600 dinars l'an dernier pour redescendre à 450. La pomme de terre a connu une hausse de 100 % (de 45 à 90 DA), les légumes secs (lentilles, haricots blancs, pois chiches, riz) ont connu la même hausse vertigineuse. Ce qui empêche encore en partie l'effondrement du pouvoir d'achat est le maintien du système de subvention des produits alimentaires de large consommation, de l'électricité et des carburants, ainsi que le maintien des solidarités familiales qui atténuent quelque peu les effets de l'inflation.

Et puis il y a les luttes des travailleurs et les révoltes de la jeunesse des quartiers, qui imposent des augmentations salariales (le SNMG, ou smic local, est de 20 000 DA - environ 140 euros) ou l'accès gratuit au logement social qui font que les petites gens ne sont pas livrées seules aux aléas du marché. Une augmentation des salaires a été annoncée et promise par le président pour 2026,

sans que l'on sache quels secteurs et quels salariés seraient concernés ni à combien elle s'élèverait. C'est une façon pour Tebboune de créer de l'attente et de lâcher du lest comme il l'a fait deux ans auparavant en instituant une allocation chômage pour les jeunes.

Mais ces mesures inconséquentes ne peuvent venir à bout de l'inflation. Car les circuits de distribution sont confiés par l'État à des grossistes et distributeurs privés qui spéculent sur tous les produits au détriment du consommateur et du paysan. À titre d'exemple, un agriculteur de Biskra qui vend à un grossiste toute sa récolte de poivrons à 15 DA le kilo la retrouve sur le marché à 150 DA, soit dix fois son prix. Les petits agriculteurs sont obligés de vendre à ces grossistes qui leur prennent toute leur récolte, d'une part parce qu'ils ont besoin d'argent pour subvenir à leurs besoins et, d'autre part, parce qu'ils ne disposent pas de moyens pour la stocker. Ce sont ces gros commerçants et spéculateurs qui ont le pouvoir exorbitant de décision sur ce que nous mettons dans nos marmites et nos assiettes.

Mettre l'accent sur toutes ces questions et les développer peut être fait lors de cette campagne électorale qui débutera officiellement dès la convocation du corps électoral début juin. Mettre en avant un programme de lutte et des mots d'ordre qui expriment les intérêts des travailleurs et des classes populaires, faire entendre le camp des travailleurs et un programme de lutte pour le socialisme, voilà ce à quoi des militants comptent s'atteler.

CORRESPONDANT À ALGER • 02/04/2024

## Russie : plus le mensonge est gros !

L'attentat du vendredi soir 22 mars au Crocus City Hall de Moscou, qui a fait 143 morts et des centaines de blessés, victimes entre autres d'un incendie géant, a été aussitôt revendiqué par une branche afghane de l'ÉI (État islamique), des fondamentalistes en lutte contre les talibans. Poutine a pris acte, a fait arrêter et sauvagement torturer par sa police une dizaine d'agresseurs réels ou supposés, dont des ressortissants du Tadjikistan - la plus pauvre des cinq ex-républiques soviétiques d'Asie centrale, aux confins de la Chine et de l'Afghanistan où culminent des sommets de 7 500 mètres d'altitude.

Poutine prend acte de la revendication de l'attentat par l'ÉI. Dès le lendemain pourtant, il n'en déclare pas moins à la télévision qu'une « trace ukrainienne » existerait, des compléments épaulés par les Occidentaux. Et Poutine d'en appeler à la relance de la mobilisation pour la guerre contre l'Ukraine, que son porte-parole désigne désormais par son nom : une guerre. L'attentat meurtrier est pour Poutine matière à relancer son offensive contre l'ennemi extérieur, l'Ukraine, les États-Unis et l'Otan. Mais à relancer aussi l'offensive contre les ennemis intérieurs : les jeunes, travailleurs, personnalités universitaire ou du spectacle hostiles à cette guerre (dont

»

» des centaines emprisonnés), les mouvements LGBT qualifiés à nouveau de « terroristes », et les migrants, boucs émissaires jamais oubliés !

Ils sont nombreux, venus du Caucase ou d'Asie centrale, à travailler sur les chantiers du bâtiment, dans les cuisines, les commerces, voire à être raflés pour être envoyés sur le front ukrainien. Et voilà qu'on discute de restaurer la peine de mort, de réintroduire les visas à leur encontre. Les témoignages convergent à propos d'une nouvelle flambée de racisme d'une extrême droite nationaliste russe forcenée. Poutine en serait préoccupé, car il lui revient malgré tout de contenir dans un tout cohérent une société multiethnique et multiconfessionnelle (il s'affiche avec les fleurons de l'orthodoxie chrétienne, mais le pays compte 20 % de musulmans). Or la misère sociale, sur fond d'autoritarisme politique et de crimes commis en Tchétchénie, au début des années 2000, ainsi que dans la guerre russe en Syrie en 2015, renforcent les forces centrifuges. Entre autres, la menace islamiste qui s'est concrétisée dans une kyrielle d'attentats terroristes durant les vingt-cinq ans du règne de Poutine - dont certains ont été fomentés par les services secrets russes, pour justifier des escalades guerrières dans le Caucase.

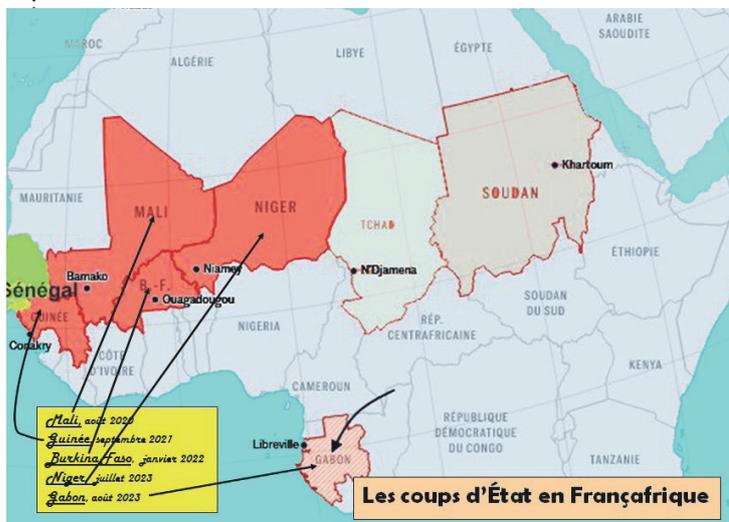
Du côté occidental, ce sont les larmes hypocrites. On pleure les victimes de l'attentat de Moscou, on compatit avec le peuple russe, mais on passe sous silence les 33 000 victimes du terrorisme d'État d'Israël et de Netanyahu, que Biden et Macron continuent à armer.

PAR MICHELLE VERDIER · 02/04/2024

# SÉNÉGAL

## Macky Sall déchu, départ d'un pilier de la Françafrique, mais quel changement réel ?

Au Sénégal, l'élection le 24 mars dernier de Bassirou Diomaye Faye, opposant au régime en place tout juste sorti de prison le 15 mars, est une claque de plus pour la Françafrique. En août 2020, c'est au Mali que la Françafrique perdait pied avec le renversement du président et l'obligation pour l'armée française de déguerpir. Suivait la chute des régimes de Guinée en 2021, du Burkina en 2022, du Niger, pays de l'uranium du groupe Orano (ex-Areva), à l'été 2023, puis de la famille Bongo au Gabon. À chaque fois, cela s'est produit par des coups d'État militaires : la coterie galonnée remplaçait la dictature civile qu'elle servait la veille, mais savait se faire applaudir sur le thème de la rupture avec la France, honnie de la population pour sa tutelle, ses opérations militaires et le pillage de richesses. Et les nouveaux tenants du pouvoir en profitent pour chercher des appuis et marchander leurs intérêts auprès d'autres puissances.



cagées, de même que des stations-service Total, ou aussi du groupe pétrolier Shell. C'est dans ce cadre que les Ousmane Sonko, Diomaye Faye et leur parti ont acquis leur popularité, en dénonçant la corruption et la dictature du franc CFA, cette monnaie post-coloniale française imposée en Afrique de l'Ouest. Leurs multiples passages en prison ont accru leur aura.

À peine élus, ils montrent néanmoins patte blanche : « Rupture » était le slogan de la campagne éclair de Diomaye Faye. Rupture avec la France, avec Total ? Non explique-t-il : « La rupture, c'est par rapport à nous-mêmes, à nos pratiques de gouvernance. » Et, à l'intention de Total, d'Auchan ou d'Alstom, il précise : « La France n'est pas sortie du Sénégal, elle est au Sénégal. Le partenariat entre la France et le Sénégal, jusqu'au moment où je vous parle, est un partenariat correct mais qui doit être revisité. » À réaménager donc seulement le partage d'intérêts entre la petite couche riche de la bourgeoisie sénégalaise et les compagnies qui opèrent dans le pays. Un Sénégal peut-être moins chasse gardée de la France, plus « égalitaire » envers les investisseurs des diverses grandes puissances. Pour un meilleur confort de la bourgeoisie sénégalaise.

Mais pour les travailleurs sénégalais, pour la population pauvre en général, pour tous ces jeunes qui ont manifesté dans les rues, affronté la police et ses balles, tous ceux qui ont cru en Sonko et Faye, c'est la même misère qui s'annonce, la déception peut-être. Ou plus probablement la reprise du même chemin des manifestations et des grèves. Le courage ne leur manque pas.

PAR OLIVIER BELIN · 02/04/2024



» Voir l'article complet sur notre site

[nouveaupartianticapitaliste.fr](http://nouveaupartianticapitaliste.fr)

**A**u Sénégal, ce sont les élections qui ont fini par avoir la peau du régime de Macky Sall. Pourtant, celui-ci avait tout fait pour le sauver : tenter de changer la Constitution pour légaliser un troisième mandat, mais cela avait déclenché des manifestations massives et il avait dû reculer ; chercher à repousser de six mois les élections, nouvelles manifestations, nouveau recul. Son opposant le plus populaire, Ousmane Sonko, chef du parti Pastef (Patriotes africains du Sénégal pour le travail, l'éthique et la fraternité), sorti de prison en même temps que Diomaye Faye, était interdit de se présenter. C'est donc son second, Faye, moins connu, qui a été candidat, mais a obtenu néanmoins dès le premier tour 54,28 % des voix contre 35,79 % au candidat que Macky Sall s'était choisi comme successeur.

Depuis les manifestations de mars 2021 où la police avait fait quatorze morts, le Sénégal a connu une succession de manifestations et de révoltes. De grèves aussi comme celle des cheminots de la ligne Dakar-Bamako en 2022. Symboles du pillage du pays, 39 grandes surfaces Auchan ont été sac-

### Élections européennes du 9 juin 2024 - Le NPA en campagne !

**Agenda de campagne de la liste : « Pour un monde sans frontières ni patrons, urgence révolution ! »**

» **JEUDI 4 AVRIL** · UNIVERSITÉ PARIS 4, AVEC SELMA LABIB, 18 h 30, Bar Le Delys, 5 rue des Deux-Gares, métro Gare du Nord

» **LUNDI 8 AVRIL** · ÉMISSION HUGO AU PERCHOIR, AVEC SELMA LABIB ET GAEL QUIRANTE, 21h sur Twitch

» **MERCREDI 10 AVRIL** · UNIVERSITÉ DE LILLE, 18h

» **MERCREDI 10 AVRIL** · UNIVERSITÉ DE METZ, 17h30, Campus universitaire du Saulcy

» **MERCREDI 10 AVRIL** · UNIVERSITÉ RENNES 2, campus Villejean

» **MERCREDI 16 AVRIL** · UNIVERSITÉ DE GRENOBLE, AVEC GAEL QUIRANTE, 12h, campus de Grenoble

» **MERCREDI 16 AVRIL** · ÉMISSION LA BARRICADE ÉDITION SPÉCIALE EUROPÉENNES, AVEC VICTOR MENDEZ, 20h sur la chaîne auposte.fr

» **MERCREDI 24 AVRIL** · TOULOUSE, réunion publique de lancement de campagne, 19h

» **JEUDI 2 MAI** · BESANÇON, AVEC SELMA LABIB, réunion publique, 20h, salle Proudhon, au Kursaal, 2 place du Théâtre, Besançon

» **SAMEDI 4 MAI** · FÊTE DU NPA-RENNES, 15h à 23h, salle Carrefour 18

» **MERCREDI 15 MAI** · MULHOUSE, réunion publique, 20h, Auberge de jeunesse, 37 rue de l'illberg Mulhouse

» **JEUDI 23 MAI** · CAEN, réunion publique

» **VENDREDI 24 MAI** · LE MANS, réunion publique

» **SAMEDI 25 MAI** · FÊTE DU NPA-ROUEN, 15h à minuit, 40 rue des Coquelicots, 76800 Saint-Étienne-du-Rouvray

» **MERCREDI 29 MAI** · TOULOUSE, meeting, 19h30

» **VENDREDI 31 MAI** · METZ, meeting, FJT Etap'Habitat, 2 rue Georges Ducrocq 57000 Metz, Mettis A et B, Bus L4 et C12 arrêt Seille

» **MARDI 4 JUIN** · LILLE, meeting, 19h, salle Courmont

# SALAIRES, CHÔMAGE :

SELMA LABIB

CONDUCTRICE DE BUS

## FACE À LA GUERRE QUE NOUS MÈNENT GOUVERNEMENT ET CAPITALISTES,

GAËL QUIRANTE

POSTIER

## NOUS DEVRONS NOUS BATTRE POUR UN

## PLAN D'URGENCE POUR LES TRAVAILLEURS !



## AUGMENTER LES SALAIRES TOUT DE SUITE !

Dès que les prix ont commencé à flamber, le gouvernement a expliqué qu'il ne voulait pas d'indexation des salaires : ce serait une « spirale inflationniste »... Sauf que les salaires ont très peu augmenté, alors que l'inflation est bien là ! Il faut dire que les patrons, eux, augmentent leurs prix dès que leurs fournisseurs ont augmenté les leurs. Et nos « fournisseurs » à nous, ceux qui nous vendent de quoi remplir notre caddie, ils n'ont pas augmenté leurs prix ?

Dernière grande idée de Bruno Le Maire : une hausse de la TVA (l'impôt le plus injuste) permettant de diminuer nos cotisations sociales et d'augmenter ainsi le salaire net. Compenser la hausse des prix en augmentant les prix encore plus, il fallait oser !

Le Smic, lui, grimpe un peu parce qu'il est indexé sur les prix (tout au moins sur son indice officiel souvent inférieur à la hausse réelle du coût de la vie). Comme les autres salaires stagnent, le nombre de salariés au Smic a augmenté ces deux dernières années de 50 % pour atteindre 3,1 millions, soit 17,3 % des salariés. Les patrons sont gagnants parce qu'ils sont totalement exonérés de cotisations « patronales » sur le Smic. Et c'est nous qui, par nos impôts, payons la Sécu à leur place.

Contre les hausses de prix, les patrons agitent la menace des délocalisations dans les pays, en particulier européens, où les salaires sont plus bas : Roumanie, Pologne, Portugal, etc.

Mais les travailleurs de ces pays subissent eux aussi l'inflation de plein fouet. Partout, les salaires sont à la traîne sur les prix, permettant aux patrons d'empocher de très confortables bénéfices. En France, pendant que nous galérons, les entreprises du CAC 40 ont fait plus de 146 milliards d'euros de bénéfices !

Ici, mais aussi en Italie, en Finlande, en Allemagne, au Portugal, au Royaume-Uni, les grèves se multiplient ces derniers mois pour des augmentations de salaire. Nous avons tous les mêmes problèmes. La lutte, c'est la seule voie qui peut nous permettre de nous en sortir.

Les prix continuent de flamber et nos salaires ne suivent pas. Ceux qui réussissent encore à boucler le mois sont contraints de couper dans le nécessaire, parfois même dans les repas ou le chauffage.

Le gouvernement est vent debout contre les hausses de salaire automatiques en fonction de la hausse des prix. Comme le Smic est le seul salaire indexé, il a rattrapé les plus bas salaires et son augmentation automatique est dans le viseur de la droite et du gouvernement qui veut « désmicardiser la France ».

Pendant ce temps, les licenciements continuent. Dans le commerce, dans la distribution, les « nouvelles tech-

nologies ». Alors que, pour ceux qui restent au travail, la charge ne fait que s'alourdir puisque l'embauche est réduite au minimum. Et le gouvernement promet de s'en prendre une nouvelle fois aux chômeurs en durcissant une nouvelle fois les règles du chômage.

Gouvernement et patronat nous ont déclaré la guerre. Nous n'aurons pas d'autre choix que de prendre le chemin des luttes. Mais nous avons pour nous un atout maître : sans nous, rien ne se fait. Si nous décidons de croiser les bras, ils ne sont plus rien du tout.

SELMA LABIB

## POUR EN FINIR AVEC LE CHÔMAGE, INTERDISONS LES LICENCIEMENTS, RÉPARTISSONS LE TRAVAIL ENTRE TOUTES ET TOUS !

Attal envisage désormais une nouvelle réduction de six mois de la durée d'indemnisation des travailleurs et des travailleuses privés d'emploi.

### DES « PRIVILÉGIÉS » LES CHÔMEURS ?

Le dernier indicateur de l'Unédic précise pourtant que 51 % des inscrits travaillent une partie du mois, que seulement 43 % des inscrits sont indemnisés, que l'allocation mensuelle moyenne est de 1 033 euros net et enfin que 95 % des inscrits touchent moins de 1 000 euros. Toutes les « réformes » de l'assurance-chômage depuis 2017 visent un but précis : en finir avec la garantie d'avoir un revenu de remplacement basé sur l'ancien salaire quand on n'a plus de boulot pour, à terme, obliger les privés d'emplois à accepter n'importe quel travail ou vivre avec un revenu fixe minimum, misérable, versé par l'État.

### DES « FAINÉANTS » LES CHÔMEURS ?

2,3 millions de personnes sont actuellement (officiellement) au chômage en France, soit 7,5 % de la population ac-

tive. Un pourcentage en augmentation depuis un an et cela devrait continuer : ça licencie un peu partout, dans la distribution, le commerce, les jeux vidéo. Notamment à cause du report de l'âge de la retraite de 62 à 64 ans : 20 % de ces 177 000 actifs supplémentaires seront au chômage !

C'est le capitalisme qui crée le chômage. D'un côté les patrons licencient, délocalisent, ferment les usines, de l'autre ils aggravent les conditions de travail, dérèglent le Code du travail. Sans oublier les gouvernements qui suppriment des millions de postes dans la santé, l'éducation et les transports pour mieux arroser les grandes entreprises d'argent public.

Pour imposer le droit à l'emploi, il faudra interdire totalement les licenciements. Mais ça ne nous viendra pas d'une loi votée d'en haut dans un monde capitaliste : seules nos luttes pourront imposer une réduction massive du temps de travail et la répartition du travail entre tous sous le contrôle des travailleuses et des travailleurs eux-mêmes, sans perte de salaire.

**Stellantis : ces  
« relocalisations » qui  
n'ont jamais  
créé le moindre  
emploi !**

En 2021, Stellantis (fusion de PSA-Opel et Fiat-Chrysler) avait prétexté le manque de semi-conducteurs pour annoncer la fermeture de l'usine Opel d'Eisenach en Allemagne jusqu'en 2022 et le transfert « temporaire » de la production des Opel Grandland vers le site français de PSA Sochaux. Les travailleurs allemands ont dû subir des mois de chômage partiel, et les travailleurs de PSA Sochaux des samedis et jours fériés travaillés ainsi que des allongements d'horaires... Sans aucune embauche ! À Sochaux, 650 intérimaires ont même été licenciés comme des centaines dans d'autres usines PSA.

Même chose dans le reste de l'Europe : quand PSA a retiré à l'usine Opel de Vienne-Aspern en Autriche la fabrication de boîtes de vitesses (puis fermé ce site de 500 salariés) pour les faire produire à PSA Valenciennes, il n'y a pas eu une seule embauche, seulement une surcharge de travail pour les ouvriers français. Quand l'Opel Mokka a été délocalisée d'Espagne à l'usine de PSA Poissy, les suppressions de postes y ont continué de plus belle ainsi que les cadences infernales.

## QUELQUES CHIFFRES À AVOIR À L'ESPRIT FACE À SON PATRON

**Sur la période 2022-2023 :**

- **Le salaire médian (la moitié des salariés gagnent plus, la moitié moins) a augmenté de 7,9 %**
- **Le taux d'inflation (selon l'Insee) a été de 10,4 %**
- **La hausse des prix des produits de grande consommation dans la grande distribution a été de 25,5 % (et encore les chiffres s'arrêtent à septembre 2023 !)**

## Coordination et convergence des luttes : les directions syndicales aux abonnés absents

Quelles touchent les entreprises privées ou les services publics, des grèves pour les salaires ont lieu presque sans discontinuer en France : il y en a sans doute eu des milliers depuis 2021.

Ce sont certes des grèves éparpillées, rarement à l'échelle de toute une entreprise, d'un groupe ou d'une branche, dont quelques-unes ont été davantage médiatisées : dans les raffineries en octobre 2022, chez Vertbaudet au printemps 2023, à Disneyland Paris en juin 2023, chez les contrôleurs SNCF en décembre 2022 puis en février 2024...

Beaucoup de ces grèves gagnent au bout de quelques jours, au moins partiellement, sous la forme de revalorisations en pourcentage ou de primes, car beaucoup de patrons cèdent, visiblement par peur d'une extension.

Mais, du côté des directions syndicales nationales, pas la moindre tentative de les coordonner. Pendant le mouvement des retraites de 2023, l'intersyndicale n'a pas cherché à lier maintien des pensions et urgence de l'augmentation des salaires, alors même que l'inflation s'emballait, que cette vague se poursuivait et que ce lien aurait pu encourager d'autres travailleurs à rejoindre la lutte. Cette coordination serait pourtant indispensable pour sortir des primes accordées localement et aller vers de vé-

ritables augmentations de salaire.

En octobre 2023, les directions syndicales ont appelé à une journée de grève pour les salaires, mais en noyant cette question dans une multitude de revendications vagues, comme le droit à vivre dignement... À quelques jours d'une « conférence sociale » à laquelle elles se sont précipitées pour discuter bien inutilement avec le patronat.

Le 19 mars dernier, seule la fonction publique a été appelée à se mobiliser, comme si l'urgence ne touchait pas le privé exactement de la même manière !

Le Medef et le gouvernement n'ont pas beaucoup à s'inquiéter de ces initiatives. Pourtant, un mouvement d'ensemble du monde du travail est bien nécessaire. Et les élections européennes sont là pour rappeler qu'il faudrait même l'organiser au-delà des frontières nationales, les travailleurs connaissant les mêmes galères, ayant bien souvent en face d'eux les mêmes patrons.

Mais, si les organisations syndicales font défaut, pas question pour autant de les attendre ou de baisser les bras : le mouvement d'ensemble, il faudra le construire nous-mêmes, faire converger les luttes et nous organiser pour cela.

## LES FAUSSES BONNES IDÉES

» **BAISSER LES TAXES ?** La TVA est l'impôt le plus injuste qui soit puisque, pour un produit donné, tout le monde, riche ou pauvre, paye la même taxe. Nous sommes bien sûr pour sa suppression pure et simple. Le Rassemblement national propose bien de baisser les taxes, mais sans imposer davantage les riches pour compenser ! Cette mesure vise à détourner les travailleurs de la revendication de hausse des salaires qui est leur seule façon d'avoir prise pour lutter contre la hausse des prix : ce que veut avant tout le RN, c'est préserver les profits des patrons.

» **DES PRIMES POUR COMPENSER LA HAUSSE DES PRIX ?** Tout ce que l'on arrache aux patrons est bon à prendre, mais le salaire n'a pas bougé : les nouvelles primes compensent au mieux la nouvelle hausse de l'année en oubliant la perte des années précédentes ! Ce qu'il faut, ce sont des augmentations de salaire qui rattrapent tout ce qui a été perdu depuis le début de la hausse des prix.

» **RÉDUIRE LES COTISATIONS SOCIALES POUR AUGMENTER LES SALAIRES ?** Moins d'argent pour la Sécu, ce sont des soins moins remboursés, des caisses de retraite à la peine, des prestations sociales amoindries. Les seuls gagnants seraient les patrons. Ceux-ci ont déjà obtenu que les salaires au Smic soient totalement exonérés de cotisations patronales, et ce sont nos impôts qui les payent à leur place ! Les cotisations sociales, y compris celles dites « patronales », font en réalité partie de notre salaire. Cet argent nous est dû !

» La dernière proposition de Bruno Le Maire **D'AUGMENTER LA TVA POUR FINANCER LA RÉDUCTION DES COTISATIONS SOCIALES** est une variante de la « bonne idée » précédente, en pire. D'abord, les remboursements de soins et les tensions sur les retraites effaceraient très vite cette prétendue augmentation du salaire net. Ensuite, les patrons se contrefichent d'une augmentation de la TVA puisqu'ils la récupèrent de toute façon. Par contre, pour eux, la suppression d'une partie des cotisations sociales serait tout bénéf !

» **BLOQUER LES PRIX ?** Pour les loyers et l'électricité, pourquoi pas, mais cela pose le problème de qui contrôle les grands groupes qui sont autant d'États dans l'État. Et, pour ce qu'on achète en supermarché, comment vérifier que, pour le même prix, on n'en a pas moins avec un nouvel emballage ? Nous n'avons pas prise sur la fixation des prix, alors que nous pouvons lutter, collectivement, pour des augmentations de salaire !

## CE QU'IL NOUS FAUT

### UNE LUTTE D'ENSEMBLE

Mais pour obtenir ces mesures vitales, il faudra une mobilisation d'ensemble du monde du travail et de la jeunesse. C'est cela qui fait peur au gouvernement et à la classe dirigeante. Il faut à la fois mettre en discussion sur nos lieux de travail nos revendications urgentes, la nécessité de construire un mouvement d'ensemble et de se mettre en lien avec d'autres entreprises.

### NOUS DEVONS TOUT CONTRÔLER... ET CONSTRUIRE UNE AUTRE SOCIÉTÉ !

Ce que nous arrachons aux capitalistes d'une main, ils le reprennent de l'autre. Les faire reculer, cela veut dire commencer par contrôler tout ce qu'ils font. Et tant mieux si cela remet en cause leur pouvoir sur la marche de l'économie et de la société dans son ensemble : rendre publique la comptabilité des entreprises pour dévoiler toutes les manœuvres qui mènent à l'augmentation des prix et des profits, interdire les licenciements et réquisitionner les entreprises récalcitrantes.

Aujourd'hui, ce sont quelques-uns qui décident de tout ce qui se fait dans la société parce qu'ils possèdent les capitaux qu'ils ont confisqués à la société. Pour leurs profits, ils sont prêts à nous pressurer autant qu'ils le peuvent et même à mettre le monde à feu et à sang.

Ils possèdent ? Peut-être, mais c'est nous qui produisons tout, y compris toutes les richesses qu'ils accaparent, et c'est là notre force.

**La seule manière d'en finir une bonne fois pour toutes avec le chômage, la misère et leur cortège de guerres, c'est que les travailleurs prennent eux-mêmes en main le fonctionnement de la société et mettent fin au système capitaliste afin de construire une société communiste, débarrassée de toute exploitation et de toute oppression.**

» **HAUSSE GÉNÉRALE D'AU MOINS 400 EUROS PAR MOIS** pour tous les salaires, pensions et minima sociaux

» **PAS UN REVENU EN DESSOUS DE 2 000 EUROS NET**

» **HAUSSE AUTOMATIQUE DES SALAIRES, PENSIONS ET MINIMA À CHAQUE FOIS QUE LES PRIX AUGMENTENT**

Il faut que les salaires suivent le coût de la vie ! Comme il faut une augmentation correspondant à la consommation réelle des travailleuses et des travailleurs : nous sommes les mieux placés pour savoir de combien notre caddie a augmenté, à nous de nous organiser dans les entreprises et les quartiers pour fixer nous-mêmes de combien les salaires doivent augmenter et à quel rythme.

» **INTERDICTION DES LICENCIEMENTS**

Que ce soit dans le public ou le privé, il faut en finir avec les suppressions d'emplois, qui mènent à ce que d'un côté on donne le boulot de deux ou trois personnes à chaque travailleur, et de l'autre de plus en plus de chômeurs sont coincés dans la galère.

» **IL FAUT AU CONTRAIRE RÉPARTIR LE TRAVAIL ENTRE TOUTES ET TOUS PAR UNE BAISSE DU TEMPS DE TRAVAIL** jusqu'à résorption du chômage

» **EMBAUCHES MASSIVES DANS LES SERVICES PUBLICS**, dont l'éducation et la santé

## TRANSPORT ON S'ÉCHAUFFE AVANT LES JO À LA RATP

Les machinistes-receveurs de la RATP embauchés après janvier 2023 sont payés 300 euros de moins par mois que les plus anciens. Aujourd'hui, ces jeunes se lancent dans un combat pour récupérer leur dû. Il y a un appel à la grève le 4 avril pour exiger des augmentations de salaire pour tous. Une étape que les salariés de la RATP, jeunes ou moins jeunes, syndiqués et non syndiqués, vont saisir alors que les JO arrivent à grands pas.

### LA CAROTTE DES 300 EUROS NE NOUS DIVISERA PAS !

Dans un accord signé le 6 janvier 2023, la direction imposait une intensification du travail, un allongement de sa durée et une perte de congés pour les conducteurs de bus en échange d'une « compensation » salariale de 300 euros. Alors que la mobilisation contre la réforme des retraites se préparait, cet accord scélérat, signé par FO et l'Unsa, avait découragé les travailleurs de s'y joindre. Un an plus tard, retour de bâton bien mérité avec la colère des jeunes embauchés ! Ils subissent les conditions de travail dégradées, mais ne touchent pas les 300 euros qui vont avec. Une pétition a été lancée par la CGT pour exiger : à travail égal, salaire égal ! Il faut mettre un terme à ces divisions dont la direction profite pour tirer vers le bas tous les salaires et toutes les conditions de travail.

### DES AUGMENTATIONS DE SALAIRE POUR TOUTES ET TOUS !

La direction a annoncé une augmentation de 100 euros brut par mois lors des NAO 2024. Non seulement c'est trop peu, mais c'est échelonné avec 50 euros en juin et 50 euros en

CORRESPONDANT



décembre - une augmentation qui ne s'appliquera donc pas avant... 2025 ! S'ajoute à cette provocation le fait que les JO se rapprochent et qu'on ne sait toujours rien de l'organisation de cette période, si ce n'est que ce bazar immense aggravera les conditions de travail.

La réussite de la journée du 4 avril permettra de préparer des suites nécessaires. La période des quelques mois qui précèdent les JO est favorable aux salariés du transport, de tous métiers et toutes entreprises, et ils comptent bien en profiter !

CORRESPONDANTS • 02/04/2024

## AUTOMOBILE QUAND RENAULT SE GAVE EN NOURRISSANT LA DETTE PUBLIQUE

Vendredi 29 mars, Luca de Meo, directeur général de Renault, accompagné du ministre de l'Économie, visitait le site de Sandouville. À cette occasion, de Meo a confirmé que l'usine, qui fabriquait jusqu'à présent le Trafic à moteur thermique, allait produire d'ici à 2026 un nouveau fourgon électrique pour Flexis, une « co-entreprise » créée le 22 mars par Renault et Volvo avec la CMA-CGM, le géant français du transport maritime et de la logistique. Sandouville rejoint ainsi la liste des sites impactés par le démantèlement du groupe Renault depuis la création de la filiale Ampère, dédiée au « tout électrique », en novembre 2023. Un « tout électrique » qui reste un pari dont les travailleurs seront les seuls à faire les frais s'il échoue.

Pour valoriser l'opération, Renault vante les 500 emplois qui devraient être créés au cours des quatre prochaines années, oubliant que, malgré l'embauche de 1 000 CDI depuis 2015, l'effectif du site a régressé, passant de 2 000 salariés à 1 850 en 2024, abusant de l'intérim au point d'avoir à rendre des comptes devant le tribunal correctionnel en octobre prochain.

En pleine tourmente liée à l'annonce du « dérapage » du déficit public dont le gouvernement porte la responsabilité, Bruno Le Maire n'a pourtant pas reculé devant la provocation en affirmant que le développement annoncé pour l'usine de Sandouville était le fruit « des baisses d'impôt de production ».

CORRESPONDANTS • 02/04/2024

## LES SALARIÉS D'AUCHAN EN GRÈVE POUR LES SALAIRES

La colère a explosé quand la direction d'Auchan a proposé 1,3 % d'augmentation de salaire lors des négociations annuelles obligatoires (NAO). Les syndicats CGT, CFTC et FO se sont constitués en intersyndicale, du jamais vu de mémoire de salariés. Vendredi 29 mars, plus de 150 magasins ont participé à la troisième journée de protestation et de débrayage en un mois.

Les salariés d'Auchan Valdoly à Montgeron (dans l'Essonne), toutes catégories confondues, ont aussi manifesté dans la galerie commerciale matin et après-midi avec drapeaux et banderoles, au milieu des clients qui leur souriaient. Un cortège inattendu : au slogan « Augmentez les salaires ! », certains clients répondaient : « Et augmentez les retraites ! »

Le ras-le-bol des salariés est profond : baisse des effectifs, modification des horaires, primes supprimées, salaires au Smic... À Montgeron, une centaine de salariés sur 400 font grève, une mobilisation sans précédent. Auchan prétend être en difficulté alors que son PDG s'achète le château de d'Arctagnan, que le groupe vient de racheter pour des millions les magasins Casino et que, derrière ces supermarchés, c'est la famille Mulliez, huitième fortune de France !

CORRESPONDANTS • 02/04/2024

## ÉDUCATION NATIONALE : LE « CHOC DES SAVOIRS » NE PASSE TOUJOURS PAS

Après plusieurs semaines à jouer au « bon » et au « mauvais » flic, Attal et Belloubet ont publié les décrets sur le « choc des savoirs » instaurant les groupes de niveau, désormais renommés « groupes de besoin », et l'obligation d'avoir le brevet pour pouvoir accéder au lycée.

Au regard des taux actuels de réussite au brevet, c'est 10 % des élèves, soit 90 000, qui seraient interdits d'accès au lycée. Mais Attal a annoncé sa volonté de « baisser le taux de réussite au brevet », autrement dit, avec sa réforme, d'éjecter encore davantage d'élèves du système scolaire. Certes, il y aurait les « classes prépa-seconde » censées être réservées aux élèves ayant échoué au brevet... Mais, pour le moment, il n'en prévoit qu'une par département, avec des contenus d'enseignement qui ne sont pas définis dans la note de service... Bien évidemment, tout le monde comprend que ce sont les jeunes classés dans le « groupe des nuls » qui auront le plus de chances d'échouer au brevet. D'autant que, avec les 700 millions d'économies prévues sur le budget de l'Éducation nationale, le ministère ne crée même pas les postes nécessaires pour que l'ensemble des « groupes » puissent avoir des enseignants, au point qu'il annonce faire appel aux professeurs des écoles et... aux retraités pour aller enseigner dans les collèges !

Le 19 mars dernier, le personnel de l'Éducation nationale a fourni le gros des cortèges lors de la journée de grève de la fonction publique. À Paris notamment, c'est un énorme cortège de l'éducation qui a ouvert la manifestation, avec plusieurs milliers de grévistes du 93 et de toute l'Île-de-France. Des appels à reconduire avaient émergé un peu partout : en Île-de-France où, depuis la rentrée des vacances de février les actions se multiplient, mais aussi en région.

En Loire-Atlantique, une AG de 230 collègues a voté la reconduction les 20-21-22 mars, avec des blocages d'établissements, des opérations écoles désertes, et une manifestation le 23 mars à Nantes. En Gironde également, des grèves et des actions ont eu lieu toute la semaine. Souvent en commun avec les parents d'élèves, révoltés à l'idée du sort que le gouvernement réserve à leurs enfants.

Toutefois, au niveau national, l'intersyndicale n'a donné aucune véritable perspective, notamment pour sortir la lutte du 93 de l'isolement. Après la grève du 19 mars, elle a appelé à une grève le 2 avril, deux semaines plus tard, et à quelques jours du début des vacances de la région parisienne... Et, surtout, sans donner aucune perspective sur la suite, si ce n'est « inscrire l'action dans la durée ». Ce qui est sûr, c'est que, après le 2 avril, il faudra continuer la mobilisation, y compris pendant cette période de vacances en escalier, afin de s'y remettre toutes et tous ensemble à la rentrée, et faire enfin reculer le gouvernement !

CORRESPONDANTS • 04/02/2024

TRAVAIL SOCIAL

# LES SALARIÉS DU PRIVÉ ET DU PUBLIC ET LES ÉTUDIANTS ET ÉTUDIANTES DU SECTEUR SOCIAL ET MÉDICO-SOCIAL SERONT EN GRÈVE LE JEUDI 4 AVRIL

Cette grève a été initiée par les « rencontres nationales du travail social en lutte », qui ont interpellé l'ensemble des syndicats du secteur pour qu'elle soit massive, unitaire et réponde à l'urgence sociale et salariale criante de ce secteur.

CGT, SUD, FSU et FO ont répondu présents et l'Unsa et la CFTC commencent à rejoindre l'appel. La CFDT, devant l'ampleur de la mobilisation, est contrainte de justifier sa position d'alliée du patronat : elle appelle à ne pas participer. Sans effet : la mobilisation prend partout en France. Des rassemblements ou manifs sont prévus dans 60 villes.

À Paris, la manif accueillera les cars affrétés de Lille, du Finistère et d'ailleurs. SUD Pôle Emploi Île-de-France appelle à rejoindre cette grève, ainsi que le collectif des mineurs isolés du parc de Belleville.

Cette première journée de grève depuis plus d'un an vise à mettre la pression alors que les négociations sur la convention collective unique sont bloquées par Nexem (le Medef du social) qui tente de détruire les maigres acquis sociaux existants et d'installer des salaires individualisés et au mérite. Les revendications portent sur de réelles augmentations de salaire et des moyens pour les missions de solidarité, pour simplement pouvoir bien effectuer son travail ! Cette journée devrait être bien suivie, et la question des suites doit être posée et discutée dans les assemblées générales. La colère existe, ce qui

manque, c'est une feuille de route pour la transformer en mouvement majoritaire capable de gagner.

Les services sociaux et médico-sociaux subissent de plein fouet les logiques patronales : austérité, marchandisation, mise en concurrence. Les différentes lois régressives et racistes comme les logiques de contrôle social, accentuent encore les pressions hiérarchiques et les injonctions paradoxales.

Plus de 50 000 postes sont vacants dans le secteur. Les démissions et arrêts maladie se multiplient, les nombreux départs à la retraite prévus ne sont pas compensés par le nombre d'étudiantes et d'étudiants en formation. Ces derniers subissent des stages sous-payés où ils sont souvent amenés à pallier directement le sous-effectif et, dans les écoles, on leur demande de marcher au pas !

La construction d'une journée de grève nationale joue un rôle important pour unifier les luttes locales mais invisibilisées et dispersées de ce secteur majoritairement féminin dont les unités de travail sont petites et segmentées. Et cette construction devra aussi servir à se lier au reste du monde du travail, sans attendre le top départ des directions syndicales... qui n'arrive jamais !

CORRESPONDANT • 02/04/2024

CORRESPONDANT



SANTÉ

## HÔPITAL DE VILLENEUVE-SAINT-GEORGES : UN PLAN DE LICENCIEMENTS QUI NE DIT PAS SON NOM

La direction du centre hospitalier de Villeneuve-Saint-Georges (Val-de-Marne) est en train d'engager le licenciement ou la reconversion forcée de 100 agentes des services hospitaliers (ASH) assurant le bionettoyage. Beaucoup d'entre elles sont mères célibataires, 50 sont en CDD depuis plusieurs années, et ce sont notamment elles qui ont fait tourner les services durant la pandémie de Covid.

Le 20 mars, plusieurs dizaines de salariés de l'hôpital, accompagnés de la CGT et de Sud-Santé, ont donc fait irruption dans une réunion de direction avec le maire de Villeneuve pour exiger l'arrêt immédiat de ce plan de licenciements.

Le bionettoyage, travail nécessitant formation et minutie, a pour but de supprimer les risques de contamination auxquels sont exposés le personnel et les patients. Pour remplacer les ASH, ce travail va être partagé entre les aides-soignantes, déjà surchargées, et le personnel d'une boîte privée de nettoyage, Novasol, dont les salariées subissent une exploitation des plus dures, avec de bas salaires et un chronométrage pour effectuer les tâches - ce qui est donc incompatible avec le bionettoyage.

Les ASH titulaires et CDI se voient imposer une reconversion forcée vers le brancardage ou la distribution des repas, avec un bouleversement de leurs horaires. Quant au personnel en CDD, il s'est vu proposer soit d'intégrer Novasol, soit d'aller postuler à Créteil... où l'on n'embauche pas d'ASH. Un « choix » que refusent en bloc le personnel mobilisé, déterminé à faire reculer la direction.

CORRESPONDANTS • 02/04/2024

## Marche blanche pour Wanys à La Courneuve (93)

Wanys, un jeune homme de 18 ans, est mort le 13 mars dernier, à la suite du choc frontal entre le deux-roues qu'il conduisait et une voiture de la BAC. Ibrahim, le jeune homme assis à l'arrière du scooter, affirme que les policiers ont dit qu'ils étaient heureux d'avoir pu les renverser. Tout porte à croire que le véhicule de police a heurté volontairement et à grande vitesse Wanys et Ibrahim.

L'émotion a été vive dans la population et entre cinquante et cent jeunes, selon les estimations, ont assiégé le commissariat de la police nationale de La Courneuve pendant une bonne demi-heure, le 17 mars vers 23 heures, le bombardant avec des mortiers d'artifice.

Jeudi 21 mars dernier, entre 16 h 30 et 17 heures, le grand frère de Wanys a pris la parole, entouré des membres de sa famille et de proches, du haut des marches de la mairie de La Courneuve : « Mon petit frère a été tué par la police, c'est cette police qui a décidé de lui ôter la vie injustement. » Il a demandé aussi de défiler dans le calme jusqu'au lieu de l'accident qui a causé la mort de Wanys et des blessures graves à son ami Ibrahim, lieu situé près de la mairie d'Aubervilliers. Il a ajouté : « Nous ne cherchons que la justice. Pas de violence, pas de débordement, ni de buzz. »

Le cortège s'est alors dirigé vers Aubervilliers. Pendant la marche, des slogans étaient scandés, comme « pas de justice, pas de paix »,

ou « la police assassine ». Par moments, il y avait aussi des mains claquées en rythme au-dessus des têtes des manifestants. En tête, une banderole proclamant « Justice pour Wanys » ouvrait la marche, accompagnée de photos de Wanys et d'Ibrahim. Les proches et les amis portaient un T-shirt blanc avec les noms des deux jeunes gens victimes de la voiture de police.

Sur le lieu de la mort de Wanys, une minute de silence s'est tenue avec des poings levés. Cette marche blanche a rassemblé jusqu'à 1 500 personnes à son maximum, dans cette ville de 40 000 habitants.

On ne peut pas encore préjuger des conclusions de l'enquête sur cette mort, bien qu'on ait déjà des indications. Il est rare que la justice bourgeoise invalide l'action de sa police qui protège le système d'exploitation. La police continue de tuer au prétexte du refus d'obtempérer, comme lors de la mort de Nahel en juin 2023. La colère est légitime, seule la mobilisation permettra d'en finir avec cette impunité.

CORRESPONDANTS • 02/04/2024

Plus d'articles et de brèves des premières lignes à lire :

[nouveauanti-capitaliste.fr](http://nouveauanti-capitaliste.fr)



## AFFLUENCE EXCEPTIONNELLE AU MEETING DU NPA LE 23 MARS : L'INTERNATIONALISME EN PRATIQUE !

**F**ranc succès pour le meeting internationaliste « Sans patrie, ni frontières » organisé par le NPA et Lotta Comunista au théâtre Le Républicain : près de 900 personnes étaient au rendez-vous. Un signe, s'il en fallait, que face aux idées nationalistes, racistes et réactionnaires, distillées d'en haut, toute une fraction de la classe ouvrière garde, chevillée au corps, des perspectives internationalistes et compte bien les faire vivre !

À tel point que devant l'affluence, à Paris, la salle prévue a débordé. Au micro se sont succédé, en plus des militants du NPA et de Lotta Comunista, des militants des collectifs de sans-papiers et des militants révolutionnaires venus de toute l'Europe : espagnols, allemands, italiens... Tous ont dit leur joie et leur fierté d'avoir participé dans l'après-midi à la manifestation pour la liberté de circulation et la régularisation de tous les sans-papiers, et de se retrouver si nombreux à ce meeting internationaliste.



» Retrouvez le communiqué complet et toutes les vidéos du meeting

[nouveaupartianticapitaliste.fr](http://nouveaupartianticapitaliste.fr)

## FÊTE DU NPA À LYON : UN BEAU PREMIER SUCCÈS !

Près de 150 personnes ont participé samedi 23 mars à la fête du NPA à Lyon. Les débats sur la Palestine ou sur le réformisme, la présentation de notre exposition sur la guerre en Ukraine et notre meeting de lancement de campagne pour les Européennes ont été des moments riches sur le plan politique. L'atelier d'initiation à la linogravure ainsi que celui consacré aux images fournies par le télescope spatial James Webb ont également fait le plein... sans oublier le concert du groupe punk Chunchu qui a clôturé la fête en rythme et en musique ! Les crêpes ont eu un grand succès, comme les grillades qui annonçaient à leur manière le début des beaux jours. Le repas a été l'occasion d'échanges nourris et conviviaux entre les participants. Vivement que l'on recommence l'année prochaine !



## À Rouen : un meeting réussi et enthousiasmant

**C'**est un petit air de printemps qui a accompagné ce meeting qui s'est déroulé le 21 mars dans le quartier Saint-Sever. D'abord pour le renouveau de notre public avec une belle présence de lycéens et de lycéennes, qui, après avoir battu le pavé à nos côtés depuis plusieurs mois dans les manifestations en solidarité avec le peuple palestinien et contre la loi Darmanin s'étaient organisés pour pouvoir montrer leur solidarité politique ce soir-là. Il y avait aussi des salariés de plusieurs secteurs, curieux d'entrer en contact avec nous ou bien déterminés à consolider les liens déjà tissés. C'était aussi la première fois que nous accueillions en tant que porte-parole national notre camarade Gaël Quirante, postier et syndicaliste dans les Hauts-de-Seine pour le lancement de notre liste aux élections européennes. Une première aussi pour l'intervention d'Amaury, du NPA Jeunes, qui a ouvert le meeting avec l'affirmation que « pour ne pas être la "génération Bardella", il fallait être celle qui prépare la révolution » !



## Une liste NPA aux élections européennes pour affirmer la nécessité d'un pôle des révolutionnaires

Le NPA a proposé aux deux autres listes se réclamant du communisme et de la révolution, celles de LO et du PT, d'organiser un meeting commun durant la campagne <sup>1</sup>. Au-delà des divergences entre nos organisations et malgré le refus de LO de discuter la possibilité d'une candidature commune, le NPA profitera de cette campagne pour mettre en avant la nécessité d'un pôle des révolutionnaires face à la montée des attaques contre le niveau de vie des classes populaires, des idées d'extrême droite et du militarisme.

**A**ux prochaines européennes de juin prochain, trois listes se présentent, de candidates et candidats qui veulent dénoncer les conditions de vie et travail de plus en plus pourries que le système capitaliste inflige aux classes populaires et à leurs familles ; et surtout qui diront que c'est la lutte de classe qui change la vie, certainement pas des bulletins de vote dans une urne. Débats et luttes tous ensemble étant le contraire de la queue devant des isolements ! Les listes sont celles de Lutte ouvrière (conduite par Nathalie Arthaud et Jean-Pierre Mercier), du Parti des travailleurs (conduite par Camille Adoué), et du NPA (conduite par Selma Labib et Gaël Quirante) : effectivement trois listes d'organisations se réclamant de la révolution, du communisme et de l'internationalisme.

C'est trop ! s'écrient déjà quelques médias ou commentateurs, qui se sont moins interrogés sur la kyrielle de listes qui vont défendre la survie des profits capitalistes, toutes mettant en avant une nation française avec ses frontières, une Europe du fric avec les siennes, la production française ou la préférence nationale, tout en contribuant les unes et les autres aux dangereuses dérives guerrières par le choix de favoriser l'armement français au détriment des services publics !

Mais des travailleuses et des travailleurs posent aussi la question de la « division » de l'extrême gauche. Ce sont eux que nous voudrions rassurer. À eux que nous voudrions montrer que si l'extrême gauche est diverse, si certains choix d'axes de campagne seront propres à chacune de ses candidatures

et si les électeurs choisiront en fonction, cela ne saurait effacer la commune et intransigeante opposition à l'escalade des attaques patronales et gouvernementales contre la classe ouvrière et la jeunesse, marquée entre autres par la montée des rivalités impérialistes, en tout premier lieu des militarismes.

Nous avons fait la proposition d'une apparition commune de ces trois listes, par un meeting commun à Paris, en fin d'après-midi du prochain Premier mai qui va nous rassembler toutes et tous dans la rue aux côtés des équipes syndicales et travailleurs combattifs... À l'heure où nous bouclons, les camarades de LO ont décliné la proposition qu'ils jugent « totalement contradictoire avec le choix [qu'ils ont fait de se] présenter seuls aux élections européennes ».

Cette expression commune ne serait pourtant pas une unanimité de façade. Forts de nos accords mais aussi de nos différences, nous pourrions faire entendre les diverses tonalités d'une même voix internationaliste. Donner ensemble de la voix - en nous préparant à gagner ensemble des voix - pour un pôle révolutionnaire incontournable.

MICHELLE VERDIER

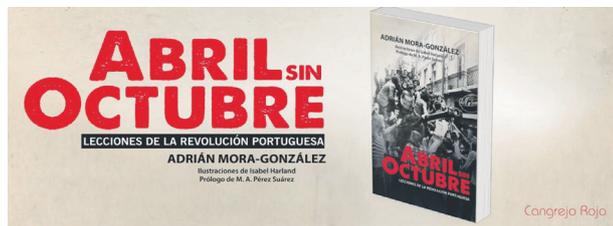


« 1. Voir le courrier que nous leur avons adressé, sur notre site »

# Sélection culture

## LITTÉRATURE

### AVRIL SANS OCTOBRE. LEÇONS DE LA RÉVOLUTION PORTUGAISE



Adrián Mora González, militant de Izar dans l'État espagnol nous parle de ce livre qu'il publiera bientôt en castillan, chez Editorial Cangrejo Rojo.

#### QUE S'EST-IL PASSÉ AU PORTUGAL EN 1974 ET 1975 ?

Le Portugal a connu une situation révolutionnaire à la suite d'un coup d'État perpétré en avril 1974 par une faction de l'armée portugaise organisée au sein du Mouvement des forces armées (MFA), parmi les militaires impliqués dans les guerres coloniales que l'État portugais menait en Afrique depuis 1961 et qui voyaient leur défaite assurée si la guerre se poursuivait. Il a coïncidé avec une crise économique et une intensification de la lutte des classes au Portugal - depuis la fin de 1973, des centaines de milliers de personnes avaient participé à des grèves ou à des luttes. Avec la chute de Caetano, le peuple portugais s'est manifesté sans y avoir été invité et des organes spontanés de participation populaire ont commencé à fleurir dans les entreprises et les quartiers. Et ce, avec une armée dans laquelle de nombreux soldats se sentaient concernés par les revendications des travailleurs, y compris les ouvriers agricoles.

#### À QUOI LE TITRE FAIT-IL RÉFÉRENCE ?

Premièrement, au fait qu'avril a été le début d'un processus révolutionnaire, mais qu'il n'a pas abouti à la prise du pouvoir par les organes populaires dont je parlais précédemment, c'est-à-dire que, contrairement à la révolution russe de 1917, il n'y a pas eu d'octobre. Deuxièmement, au fait que la révolution portugaise reste un épisode riche en expériences et en leçons pour tous ceux qui veulent transformer le monde, non pas comme des recettes à suivre, mais comme des exemples à méditer.

#### QUELLES ONT ÉTÉ, SELON VOUS, LES PRINCIPALES LEÇONS ?

J'en relèverai trois. La première est que la révolution est toujours à l'ordre du jour ; il faut donc être prêts ; la deuxième est qu'une révolution bouleverse tout ce qui est ordonné, c'est un moment de créativité, d'explosion ; troisièmement, la durée de ces crises est courte car soit l'État affaibli se recompose et stabilise la situation, soit la révolution est menée jusqu'au bout, en abattant l'État. Pourquoi cette dernière ne s'est-elle pas produite au Portugal ? Entre autres parce qu'il n'y avait pas d'organisation révolutionnaire avec une implantation et une influence suffisantes pour pouvoir proposer une orientation aux centaines de milliers de personnes qui ont fait irruption sur la scène politique.

Pour ceux qui lisent le castillan, il sera possible de se le procurer à sa parution par le biais de ce QR code >>



<< L'interview plus complète ainsi qu'une chronologie de la Révolution des Œillets sont disponibles sur le site



## DOCUMENTAIRE

### YALLAH GAZA

ROLAND NURIER

Yallah Gaza a été tourné il y a deux ans. Donc avant la guerre actuelle dont les buts génocidaires des dirigeants israéliens deviennent chaque jour plus évidents.

Ce documentaire bouleversant cherche d'une part à documenter les innombrables crimes de guerre de l'armée israélienne et, de l'autre, à montrer la capacité de la population de Gaza à vivre, s'éduquer, danser, aimer, malgré les dernières quinze années de blocus israélien et la possibilité qu'une bombe sème la désolation et la mort à tout instant.

Des médecins, des historiens, des enseignants, des militants livrent un réquisitoire accablant contre l'État sioniste. Les images sont parlantes : enfants mutilés, habitations détruites, vedettes israéliennes tirant sur d'antiques bateaux de pêche, tandis qu'un cultivateur s'efforçant de travailler sur ses terres, le long du mur érigé par Israël, risque sa vie à chaque instant.

Mais à Gaza, on riait, on s'amusait, malgré la violence et les ruines. C'est d'ailleurs au milieu de ruines que se produisent de jeunes danseurs de Dabke, une danse traditionnelle de Gaza, ou un peintre de fresque murale. Matches de foot entre jeunes sur leurs béquilles, rires de gosses... Et l'on ne peut pas s'empêcher de se demander, en voyant ces jeunes aux beaux visages rayonnants, quels sont ceux qui sont aujourd'hui morts sous les bombes. « Les Turcs ont passé là / Tout est ruine et deuil », disait le célèbre poème L'Enfant de Victor Hugo sur l'île de Chio. À Gaza, tout est ruine et deuil. Et comment ne pas penser à la conclusion du poème : « Ami, dit l'enfant grec, dit l'enfant aux yeux bleus / Je veux de la poudre et des balles. »

J.-J. F.

### NATURE ET PRÉJUGÉS : CONVIER L'HUMANITÉ DANS L'HISTOIRE NATURELLE

MARC-ANDRÉ SELOSSE,

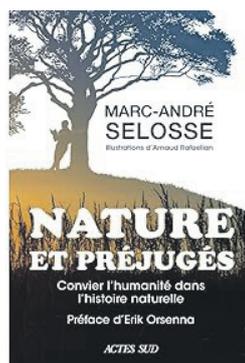
ILLUSTRATIONS D'ARNAUD RAFAELIAN  
Actes Sud, 2024, 437 p., 25 €

Marc-André Selosse est un biologiste spécialiste des « mycorhizes », ces réseaux d'interdépendance - les symbioses - entre racines des plantes et champignons du sol. Professeur au Muséum national d'histoire naturelle (à Paris), il fait profiter le grand public de ses talents de vulgarisateur. Parmi ses précédents ouvrages passionnants : *Jamais seul : ces microbes qui construisent les plantes...* (paru en 2017), *L'Origine du monde : une histoire naturelle du sol...* (2021). Il a tenu également une quarantaine de chroniques hebdomadaires dans l'émission de France Inter, « La terre au carré », entre 2020 et 2021, rassemblées dans un joli recueil illustré intitulé *Petites histoires naturelles* (Actes Sud, 2021, 17,50 €). Chaudement recommandé.

Et voici son dernier ouvrage, *Nature et préjugés...* Il s'agit cette fois du message très argumenté d'un théoricien de l'évolution (et du rôle des symbioses dans l'évolution). Un pavé, certes, à la fois dense (à lire par petites doses) mais dans un style imagé et destiné à un large public. Les dix chapitres décortiquent ces préjugés, même bien intentionnés, un à un. Par exemple : « *La nature est bien faite* » ? Non. La sélection a ses errances et l'évolution ses charniers... Ses derniers chapitres sont des plaidoyers pour la science et l'interdisciplinarité.

Ce chercheur et théoricien n'a semble-t-il pas de culture marxiste, mais ses travaux et développements sur la symbiose offrent un terrain très fertile à tous nos dialecticiens militants ne voulant pas rester hors sol...

H.C.



### LES DOIGTS COUPÉS

HANNELORE CAYRE  
Métaillé, 2024, 190 p., 18 €

#### UN POLAR PRÉHISTORIQUE FÉMINISTE

Un chantier, et un ouvrier polonais découvre une grotte... Son occupation remonte à 35 000 ans avant notre ère (« l'aurignacien »). Paléontologues et archéologues sont mobilisés. Deux squelettes et, le plus intrigant, sur une paroi, plus de 150 pochoirs de mains féminines mutilées. L'enquête commence. Un nouveau jalon dans l'histoire de l'humanité, plus précisément celle de la femme.

Le roman intercale les questions des chercheurs et le récit de l'héroïne de l'époque, impertinente, audacieuse, chasseuse plus que cueilleuse, en butte aux punitions masculines mais tenant sa revanche... Un récit truculent et une spéculation qui en vaut d'autres. C'est que, comme l'explique l'auteurice dans sa postface, « nos ancêtres sapiens sont de « vrais gens » [...] Médire, raconter des histoires [...] séduire, pratiquer l'ironie, inventer de nouveaux mots, créer des mythes, sont les marques de l'humanité ». Le résultat est réjouissant, mélange de fantaisie et d'érudition. Car Hannelore Cayre prend soin de donner ses nombreuses sources d'inspiration, dont *Les Doigts coupés*. Une anthropologie féministe de Paola Taber et autres ouvrages scientifiques. A noter qu'Hannelore Cayre, avocate pénaliste, scénariste et réalisatrice, a déjà publié différents courts romans tout aussi drôles et très renseignés tels que *La Daronne*, *Commis d'office*, ou *Richesse oblige*.

H.C.



2<sup>ÈMES</sup> RENCONTRES D'ÉTÉ RÉVOLUTIONNAIRES

**RÉSERVEZ LES DATES :**

**DU 24 AU 28 AOÛT**

NOUVEAUPARTIANTICAPITALISTE.FR @REVOLUTIONNAIRES\_JOURNAL @NOUVEAUPARTIANTIC / @NPA\_JEUNES

**2<sup>ÈMES</sup> RENCONTRES D'ÉTÉ RÉVOLUTIONNAIRES**

**24 AU 28 AOÛT**

**ATELIERS, FORUMS, MEETINGS...**

**URGENCE RÉVOLUTION !**

**RENSEIGNEMENTS : NOUVEAUPARTIANTICAPITALISTE.FR**

**NPA**

Informations et inscriptions sur notre site >>

# LES ÉLÈVES EN APPRENTISSAGE... DE LA LUTTE

Les professeurs de l'école LEA-CFI entament leur quatrième semaine de mobilisation contre la fermeture des filières de bac pro dans trois des cinq campus d'Île-de-France, annoncée pour la rentrée prochaine.

## UNE FORMATION MODELÉE POUR LE PATRONAT

L'école LEA-CFI, c'est 5 campus, 140 enseignants et plus de 3 500 élèves avec des formations industrielles, de maintenance véhicules et poids lourd, etc, du CAP au BTS principalement dont huit classes de bac pro. La plupart des élèves sont en apprentissage.

Si les entreprises participent (en partie seulement) à financer des formations par le biais des chambres de commerce et d'industrie (CCI), elles en veulent pour leur argent : que les apprentis soient présents et productifs. Le temps passé à l'école est souvent moqué comme un temps de vacances. Alors, ce temps d'école, autant qu'il serve à acquérir uniquement les compétences utiles sur le terrain, au mépris des ma-

tières générales. Le diplôme et la possibilité pour un jeune de faire autre chose, ne sont pas la priorité des patrons.

C'est pourquoi l'école privilégie les formations continues en entreprises dans lesquelles les apprentis fournissent une main-d'œuvre peu payée et où ils n'apprennent que les compétences nécessaires à un poste donné. Non seulement cela offre peu de perspectives d'évolution de carrière, mais plus grave, si leur secteur venait à ne plus embaucher, ou si un travailleur venait à se faire virer, il faudrait recommencer une tout autre formation pour pouvoir exercer ailleurs.

La conséquence directe des fermetures de bac pro, c'est que les élèves de CAP ne pourront plus continuer leur formation dans l'école et devront soit chercher une place dans un autre établissement, soit s'en tenir à un travail moins qualifié.

Ainsi, pour le directeur de la CCI, retirer les bacs pro, c'est « *fai[re] évoluer chaque année son portefeuille de formations pour coller au marché, aux demandes des entreprises et à la capacité à recruter* », et pour les patrons, c'est l'espoir de futurs travailleurs taillables et corvéables à merci.

## DES ENSEIGNANTS EN GRÈVE... ET DES APPRENTIS GRÉVISTES !

L'annonce de la fermeture a entraîné un mouvement des enseignants depuis le 13 mars sur les trois campus concer-

nés d'Orly, Jouy-en-Josas et Gambetta, avec occupation des locaux, journées de grève majoritaire et rassemblements devant le siège de la CCI.

Si le mouvement des enseignants s'essouffle, il peut compter sur l'énergie des apprentis qui ont compris qu'ils sont aussi victimes de ces décisions. Cette solidarité entre profs et apprentis a donné lieu à un premier blocage sur le site d'Orly jeudi 21, qui a directement entraîné une intervention policière : c'est le métier de gréviste qui rentre !

Après cette première expérience, d'autres apprentis ont remis ça le vendredi 29, cette fois sans réel blocage, pour éviter la police, mais un piquet bien visible, avec barrières, poubelles, voitures, etc. Les apprentis qui ont organisé le piquet se sont déclarés grévistes en cherchant à convaincre les autres de les rejoindre. Ce qui a été fait à la pause de 10 heures par une bonne partie des apprentis. Une prochaine journée de mobilisation est prévue pour mercredi 3 avril.

Pas sûr que la CCI et les patrons qui la financent apprécient de voir que les élèves de LEA-CFI n'apprennent pas que la mécanique ou l'électrotechnique mais aussi à s'organiser et à faire grève !

CORRESPONDANTS

# Élections étudiantes à Nanterre : recul cuisant pour l'UNI, organisation d'extrême droite ; victoire pour le syndicalisme combatif de l'Unef Nanterre !

Les 26 et 27 mars dernier se sont tenues des élections étudiantes à la fac de Nanterre pour élire les représentants étudiants dans les principales instances de l'université, au conseil d'administration (CA) et à la commission de formation et de vie universitaire (CFVU). Le taux de participation, habituellement assez faible, a presque doublé en passant de 2 200 voix en 2022 à 4 000 en 2024. Une augmentation qui s'est principalement exprimée dans le vote pour l'Unef Nanterre qui est passé, d'une élection à l'autre, de 1 292 voix à 2 130 au CFVU (+838 voix, 56,5 %) et de 1 273 à 2 244 au CA (+971 voix, 60 %).

Résultat mérité pour un syndicat qui s'est illustré par son bilan et sa détermination dans toutes les luttes, dans les mobilisations de sans-fac, contre la sélection, l'austérité, pour la Palestine, face à l'extrême droite, et qui regroupe des étudiants combattifs dont des camarades du NPA. Ce résultat vient élargir la majorité que l'Unef Nanterre avait déjà obtenu aux dernières élections et accroît son nombre d'élus étudiants, 3 sur 6 au CA et 10 (+1) sur 16 à la CFVU.

Deux autres listes se présentaient à « gauche » : l'Alternative Nanterre, un syndicat de gauche totalement co-gestionnaire (537 voix au CA et 689 à la CFVU) qui avait organisé la venue de Mélenchon sur le campus un mois plus tôt, et le Poing levé, organisation mi-syndicale mi-politique animée

par les camarades de l'organisation trotskiste Révolution permanente (445 au CA et 429 à la CFVU). L'ensemble des listes de gauche additionnées remporte 81 % des votants au CA et 91,8 % à la CFVU.

Une énorme claque pour l'extrême droite qui se présentait à ces élections par le biais de l'UNI, organisation qui a soutenu les campagnes d'Éric Zemmour et Marine Le Pen : 286 voix au CA et 290 à la CFVU, pas seul élu au CA, instance où ils avaient toujours été représentés depuis des années ! Alors que l'extrême droite gagne du terrain dans les sondages, elle ne cesse de reculer à l'université de Nanterre et notamment depuis octobre 2019 et janvier 2020 où les étudiants et grévistes avaient dégagé la Cocarde étudiante.

## DANS LES FACs, ÇA SE POLITISE ET ÇA LUTTE !

La hausse de la participation est une tendance commune à toutes les élections étudiantes. Couplée à la hausse des voix à gauche et notamment des syndicats étudiants combattifs, cette hausse témoigne d'une politisation des étudiants qui expriment leur rejet de la politique pro-patronale de ce gouvernement. En témoignent aussi la multiplication des luttes locales dans de plusieurs univer-

**APRÈS LE SUCCÈS DE 2023 EN 2024, LA SOUSCRIPTION CONTINUE !**

**OBJECTIF 300 000€ AU 1<sup>ER</sup> MAI !**

»» PAIEMENT EN CHÈQUE OU EN LIGNE : [nouveupartianticapitaliste.fr/souscription](https://nouveupartianticapitaliste.fr/souscription)

»» POUR PLUS D'INFORMATIONS : [souscription@nouveupartianticapitaliste.fr](mailto:souscription@nouveupartianticapitaliste.fr)

NOUVEAPARTIANTICAPITALISTE.FR  
@REVOLUTIONNAIRES\_JOURNAL @NOUVEAPARTIANTIC / @NPA\_JEUNES



sités, comme c'est le cas à Tolbiac contre le durcissement des modalités d'évaluation et d'assiduité et leur impact sur les étudiants de milieux populaires. C'est aussi le cas à Metz, contre la dégradation des conditions d'études, à Angers contre les coupes budgétaires ou à Toulouse contre la suppression des rattrapages.

Face aux attaques du gouvernement Macron contre la jeunesse et l'éducation, destinées à renforcer le tri social, à réduire les budgets et à favoriser l'enseignement supé-

rieur privé, il est temps de mettre en débat la nécessité d'un mouvement de grève dans les universités, qui fasse le lien avec les luttes des travailleurs de l'éducation pour des moyens et contre le tri social, et avec tous les combats du monde du travail !

PAR VICTOR MENDEZ ET HÉLOÏSE GB (COMITÉ JEUNES 92)

**SUIVEZ LE NPA JEUNES ET PRENEZ CONTACT !**

Web [npa-jeunes.org](https://npa-jeunes.org) | Facebook | Twitter | Instagram | Tik Tok @npa\_jeunes

